

Le palmier, le maire et le coléoptère.

Débarqué d'Asie du Sud-Est, le charançon rouge sème la désolation dans les palmeraies de la Méditerranée. À Nice, la municipalité de Christian Estrosi tente d'éradiquer le léau avec des méthodes biologiques en accord avec sa politique "zéro phyto". Un choix jugé inefficace par les comités de sauvegarde locaux. Eux prônent un traitement chimique pour éviter, coûte que coûte, la disparition de cet emblème de la ville.

PAR DIANE LISARELLI — PHOTOS ANAÏS BOILEAU

C'EST UN ARBRE MAIS C'EST AUSSI UN SYMBOLE. D'ailleurs, ce n'est pas tout à fait un arbre et c'est plus qu'un symbole : un imaginaire. Ce sont des images – peintures, films, installations –, des souvenirs, des fantasmes qui émergent instantanément à la vue de ses feuilles balancées par le vent. Le palmier a beau être de la même famille botanique que l'herbe à pelouse, il a un charisme fou. Emblème de la Côte d'Azur, il est la promesse d'une vie douce et ensoleillée que beaucoup viennent chercher près de la Méditerranée. Mais le voilà sérieusement menacé par des insectes ravageurs, au premier rang desquels le *Rhynchophorus ferrugineus*. De son nom vulgaire, le charançon rouge. Ce coléoptère originaire de l'Asie du Sud-Est et de l'Indonésie n'a beau mesurer en moyenne que 3 centimètres de long sur 2 millimètres de large, il sème la terreur dans tout le bassin méditerranéen. Dans son bureau du parc Phoenix à Nice, Jean-Michel Meuriot, responsable des espaces verts de la ville, pose sur sa table de travail déjà passablement encombrée une petite boîte vitrée. À l'intérieur : un bel ambassadeur de ce curculionidé, soigneusement épinglé. « Ça, c'est un petit tank, un char d'assaut ! » s'exclame l'expert botaniste dont les nerfs sont mis à rude épreuve par l'insecte. Vraisemblablement introduit en France par l'intermédiaire de cargaisons de palmiers bon marché importés d'Égypte (malgré les risques sanitaires connus) au début des années 2000, le charançon rouge s'est répandu comme une traînée de poudre. Il s'attaque ici en priorité au

Phoenix canariensis, emblématique palmier des Canaries présent sur tout le pourtour méditerranéen, car il était jusque-là le plus beau et le plus résistant... Mais son port majestueux et sa couronne imposante ne plaisent pas qu'aux esthètes : la femelle charançon y pond ses œufs (jusqu'à plusieurs centaines) dans des trous pratiqués à la base des palmes ou au niveau de blessures, comme celles administrées par l'autre ravageur redouté, le papillon *Paysandisia archon*. Les larves qui éclosent en quelques jours se nourrissent ensuite de leur hôte. En creusant des galeries, elles détruisent son système vasculaire, favorisent son pourrissement et donc sa mort. Le palmier se flétrit, ses feuilles jaunissent, s'affaiblissent et finissent par tomber.

Un désastre végétal, et pour ceux qui, comme dans une toile de Matisse, apercevaient des palmes par leur fenêtre et pour ainsi dire vivaient avec, un choc affectif. À l'automne dernier, l'émotion est encore montée d'un cran quand un rapport de l'Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail (Anses) a estimé que, en France – seul pays européen à avoir maintenu la lutte obligatoire contre le charançon rouge –, il était désormais trop tard pour éradiquer ce ravageur et sauver tous les palmiers du littoral méditerranéen.

À Nice, le sujet est plus que délicat. Washingtonias, *Chamaerops humilis*, dattiers, *Phoenix canariensis*... près de 20 % du patrimoine végétal de la ville a des palmes. Or, pour lutter contre le charançon, la ville a fait un choix contesté : utiliser exclusivement des produits biologiques afin de ne pas déroger à la politique « zéro phyto » décidée en 2009 par Christian Estrosi, dès son premier mandat. Un

engagement qui a mis la cité dans l'illégalité pendant plusieurs années, celle-ci ayant refusé l'usage de solutions chimiques alors même qu'un arrêté ministériel édicté en 2010 l'y obligeait, du moins jusqu'en août 2018, date à laquelle la substance préconisée (l'imidaclopride) a finalement été interdite. Pour lutter, Nice a donc choisi d'utiliser des petits vers parasites des larves du charançon, les nématodes, auxquels s'ajoute depuis 2018 le champignon *Beauveria bassiana* qui, par contact, se fixe sur le ravageur et finit par le tuer. « On a la chance d'avoir un maire très concerné par les problèmes environnementaux. Pour quelqu'un de droite, c'est même étonnant mais c'est sincère », défend Jean-Michel Meuriot dont la stratégie « 100 % biologique » est régulièrement attaquée. Car si elle a été une des dernières villes touchées du littoral, Nice a perdu un nombre important de palmiers. Entre 2016 et 2018, 760 ont disparu des espaces publics, sans que l'on puisse comptabiliser les pertes des particuliers. Preuve, pour certains, de l'inefficacité de la politique de la ville.

Parmi eux, Michel Ferry. Cet agronome de l'INRA à la retraite est un grand connaisseur du sujet : il a dirigé la station Phoenix, le Centre de recherche sur le palmier dattier et l'agriculture en oasis, installé dans la palmeraie espagnole d'Elche (province d'Alicante). Cofondateur du Collectif méditerranéen pour la sauvegarde des palmiers et expert auprès de la FAO (Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture), il défend inlassablement une stratégie d'alliance entre la municipalité et les propriétaires privés, fondée sur trois piliers : d'abord, la surveillance et l'intervention rapide sur...

... les palmiers infestés; ensuite, un traitement préventif par injection annuelle d'un produit phytosanitaire, le benzoate d'émamectine, dans le stipe (le tronc) pendant trois à quatre ans; enfin, le piégeage massif, pour attirer et capturer le plus de charançons possibles. La stratégie choisie par la Ville de Nice est loin de le convaincre. Soulignant les difficultés d'application et le coût élevé des produits biologiques, il parle d'un « *choix dogmatique* » et inopérant : celui-ci se limitant au traitement des palmiers du domaine public, sans prévoir d'action concertée avec les propriétaires privés. « *Cela revient, par analogie avec la lutte contre les incendies, à ce que le débroussaillage ne soit pratiqué que de manière ponctuelle et dispersée sur une partie du territoire, martèle-t-il. Dans ces conditions, l'incendie finit par tout ravager.* »

A CÔTE D'AZUR SANS PALMIERS? DIFFICILE À IMAGINER. Pourtant, il y a deux cents ans, son paysage était plutôt dessiné par des chênes verts, des oliviers, des agrumes ou

des caroubiers. Mais avec les prémices du tourisme s'invente aussi un nouvel environnement. Dès la fin du XVIII^e siècle, sur la Riviera franco italienne, botanistes et amateurs éclairés venus de terres moins clémentes créent dans la région des jardins d'acclimatation et introduisent des milliers de plantes exotiques. Mimosa, araucaria, jacaranda, hibiscus, agaves ou aloès : au cœur de ce grand mouvement qualifié de « *tropicalisation* » par le géographe américain Daniel W. Gade, le palmier est un élément-clé. Le plus communément planté est le palmier des Canaries dont l'introduction se fait, à Nice, en 1864. On la doit au Parisien Achille Georges Hippolyte Vigier (1825-1882). Pour le parc de sa villa niçoise, idéalement située près du rivage, ce botaniste amateur de plantes exotiques achète un lot de graines de *Phoenix reclinata* et s'aperçoit après quelques années que l'un d'eux se différencie nettement. Dix-sept ans après sa plantation ce « nouveau palmier » – le *Phoenix canariensis* – fait forte impression : avec ses 9 mètres de hauteur, son ombre couvre au sol une surface de 80 mètres carrés. « *La beauté de sa couronne imposante, son stipe élégant à l'allure de colonne antique font l'admiration des amateurs de plantes de la Riviera. Tous souhaitent alors le cultiver* », écrit Frédéric Tournay dans son ouvrage *L'Épopée des palmiers* (éditions Opéra, 2009). Dès la fin du XIX^e siècle, des horticulteurs de la région d'Hyères se spécialisent dans sa culture.

Sur l'ancienne propriété du vicomte Vigier, d'imposantes résidences aux entrées en

marbre ont fleuri, mais une partie du parc a été préservée, léguée à la ville pour devenir un jardin public. Cette petite palmeraie au bord de l'eau dans le très chic quartier de la Réserve était un lieu de promenade et de jeux pour les enfants. Mais sur la soixantaine de *Phoenix canariensis* qui faisaient le charme du lieu, la majorité a disparu. « *Une hécatombe* », selon Bernard Goubert, médecin à la retraite qui, de la terrasse de son appartement donnant directement sur le parc et la Méditerranée en arrière-plan, a vu dépérir un grand nombre de ces palmiers centenaires.

C'est ici que, avant son autorisation de mise sur le marché, le champignon *Beauveria bassiana* a été expérimenté. Un choix incompréhensible pour Bernard Goubert qui a lancé en novembre 2017 une pétition signée par 400 riverains pour que ce traitement qu'il juge inefficace soit abandonné. « *Nous ne sommes pas du tout contre le bio, mais je constate qu'en suivant le protocole légal avec le chimique nous avons réussi à sauver tous les palmiers de notre résidence alors que ceux, mitoyens du parc, à qui on a appliqué une poudre de perlimpinpin, sont morts* », explique-t-il, passablement excédé. Lui, qui soutient que les services de la Ville mettent parfois plusieurs mois avant d'intervenir (alors qu'au premier signalement, il est imposé d'agir dans les quinze jours), est allé porter plainte contre X en avril 2018 pour comprendre, dit-il, « *pourquoi on laissait mourir ces palmiers* ». Si ceux-ci ont depuis été remplacés par d'autres espèces de la famille des arécacées, pour l'instant moins sujettes aux attaques du charançon, le parc est loin d'avoir retrouvé sa superbe. Pire, certains des nouveaux palmiers semblent déjà mal en point.

Du côté de la direction des espaces verts, on semble lassé de se justifier. Face à ceux qui prèchent pour la solution phytosanitaire,



Jean-Michel Meuriot met en avant les questions brûlantes de santé publique et de biodiversité, s'inscrivant dans la droite ligne de Christian Estrosi, qui ambitionne de faire de Nice « *la ville verte de la Méditerranée* ». Aux alentours, douze communes du département des Alpes-Maritimes (du Cannet à Saint-Jeannet) ont, elles, opté pour les injections chimiques promues notamment par Miche Ferry et s'en félicitent. Patrice Miran, premier adjoint à la Ville de Vence, est ingénieur écologue. Élu de l'Alliance écologiste indépendante, il fait partie de ceux qui ont poussé pour la mise en place d'un programme de lutte unissant municipalités et propriétaires privés, fondé sur une injection annuelle de benzoate d'émamectine : « *À efficacité égale, je préférerais évidemment un produit bio, mais je suis pragmatique et je sais qu'avec lui on aurait un taux d'échec énorme...* » Attablé à la terrasse d'un café de la pittoresque place du Grand-Jardin, à Vence, il rappelle combien le *Phoenix canariensis* est une composante essentielle de l'identité des Alpes-Maritimes mais aussi un outil de végétalisation unique en son genre. « *Très facilement transportable, il a une très faible empreinte au sol et, en l'absence de charançons, un coût d'entretien quasi nul*, explique-t-il. *Vraiment, le palmier des Canaries, on y tient !* » Dans le cadre du programme de lutte collective baptisé « *Palmiers06* », l'injection a été négociée à 72 euros par an et par palmier (un coût à peu près trois fois inférieur au tarif du marché) pour motiver les particuliers. Non loin de là, la Communauté d'agglomération Var Estérel Méditerranée (Cavem) a opté pour la même stratégie. Fin 2018, près de 3 000 propriétaires adhéraient au plan d'action. Sur les deux années précédentes, le taux d'échec apparent affiché était inférieur à 2,65 %.

Mais le bio sait aussi être efficace. Sur le Cap-d'Antibes, un merveilleux jardin abrite un centre de recherche scientifique consacré à l'acclimatation depuis 1857. Créé par le botaniste Gustave Thuret (1817-1875), il a amplement contribué à enrichir le paysage de la Côte d'Azur. L'équipe qui y travaille avec passion a vu les *Phoenix canariensis* disparaître un à un sur le Cap. Catherine Ducatillon, directrice de cette unité expérimentale et Elisabeth Tabone, responsable d'un laboratoire Biocontrôle de l'Unité expérimentale entomologie et forêt méditerranéenne et, dont les recherches portent plus spécialement sur le papillon palmivore, ont d'abord cru être à l'abri... jusqu'à ce jour d'automne 2013 où elles ont vu débarquer des centaines de charançons. « *On déjeunait dans le jardin et d'un coup, ça s'est mis à voler autour de nous, à taper sur les vitres, à rentrer dans les bureaux, on les attrapait au vol !* » La scène s'est reproduite plusieurs jours durant. Le jardin a ensuite perdu des *Phoenix canariensis*, puis les

Palmiers infestés
par le charançon
rouge à Nice.
Depuis les
années 2000,
le coléoptère
ravageur sévit
dans tout
le bassin
méditerranéen.





L'infestation du palmier se manifeste par le jaunissement des feuilles jusqu'au pourrissement complet de l'arbre, nécessitant son abattage.



Aux alentours de Nice, douze communes du département ont opté pour des injections chimiques et s'en félicitent.

Charançons se sont attaqués à un palmier rare et protégé : *Jubaea chilensis* – la plus grosse herbe du monde, la circonférence de son stipe pouvant atteindre les 4 mètres. La mort de ce palmier spectaculaire a fait bouger les choses. Les espèces rares et sensibles sont, depuis, traitées de manière biologique. Mais cela n'est pas allé de soi : « Il y a eu des réunions internes lourdes, on a dû gérer ça de manière démocratique, au vote. La question était : est-ce qu'on ne fait rien et on laisse mourir nos palmiers ? Moi, j'étais prête à aller jusqu'à cette extrémité pour ne pas rompre l'équilibre biologique du site », explique Catherine Ducatillion, rappelant qu'il y a un siècle et demi, à part *Chamaerops humilis* et quelques dattiers, les palmiers n'étaient pas répandus dans le paysage local. Même si, à notre échelle, on se dit que c'est important de conserver les palmiers sur la Côte d'Azur, on ne peut raisonnablement pas le faire si cela exige des traitements dangereux ou trop coûteux. »

Grâce à la stratégie votée qui implique un traitement préventif par solution de nématodes (les petits vers utilisés par la ville de Nice), un système expérimental de pièges, un suivi très régulier et une possibilité d'intervention quasi immédiate, la collection de palmiers du jardin affiche 97% de survie. « Cela veut dire que l'association de moyens de lutte non chimiques peut être efficace, mais elle exige une régularité et une qualité de mise en œuvre difficile et coûteuse », ajoute Catherine Ducatillion pour qui cette méthode n'est pas applicable à l'échelle d'une ville abritant des milliers de palmiers.

« Un palmier dans un jardin peut avoir une valeur patrimoniale et affective énorme. Pour certains, c'est une herbe, pour d'autres, c'est un trésor », relève Sébastien Régnier. Coordinateur de la lutte contre le charançon à la Fédération régionale de défense contre les organismes nuisibles de la région PACA, il pèse ses mots sur un sujet qu'il sait miné. « Quel que soit le procédé, il n'y a jamais

100% d'efficacité », explique-t-il, notant qu'en termes de facilité d'application, de coût et d'efficacité, l'injection a de réels avantages. Si le risque de dispersion du produit au moment de l'application est presque nul, des doutes subsistent quant aux blessures infligées aux palmiers avec ces trous réalisés à la perceuse et à son innocuité pour l'environnement.

À Nice, les résultats affichés pour 2018 font état d'une baisse de 30% de la mortalité des palmiers, que la municipalité attribue au traitement par le champignon *Beauveria*. Sur la promenade des Anglais, on remplace les palmiers décimés par d'autres, moins sujets aux attaques du charançon, pour l'instant. Jean-Michel Meuriot reprend la réplique du *Guépard* : « Il faut que tout change pour que rien ne change. » Mais l'émotion est palpable. Car derrière la question du charançon, s'en pose une autre, intime et singulière : aura-t-on à faire le deuil d'un paysage, celui des toiles de Matisse et des cartes postales ?